

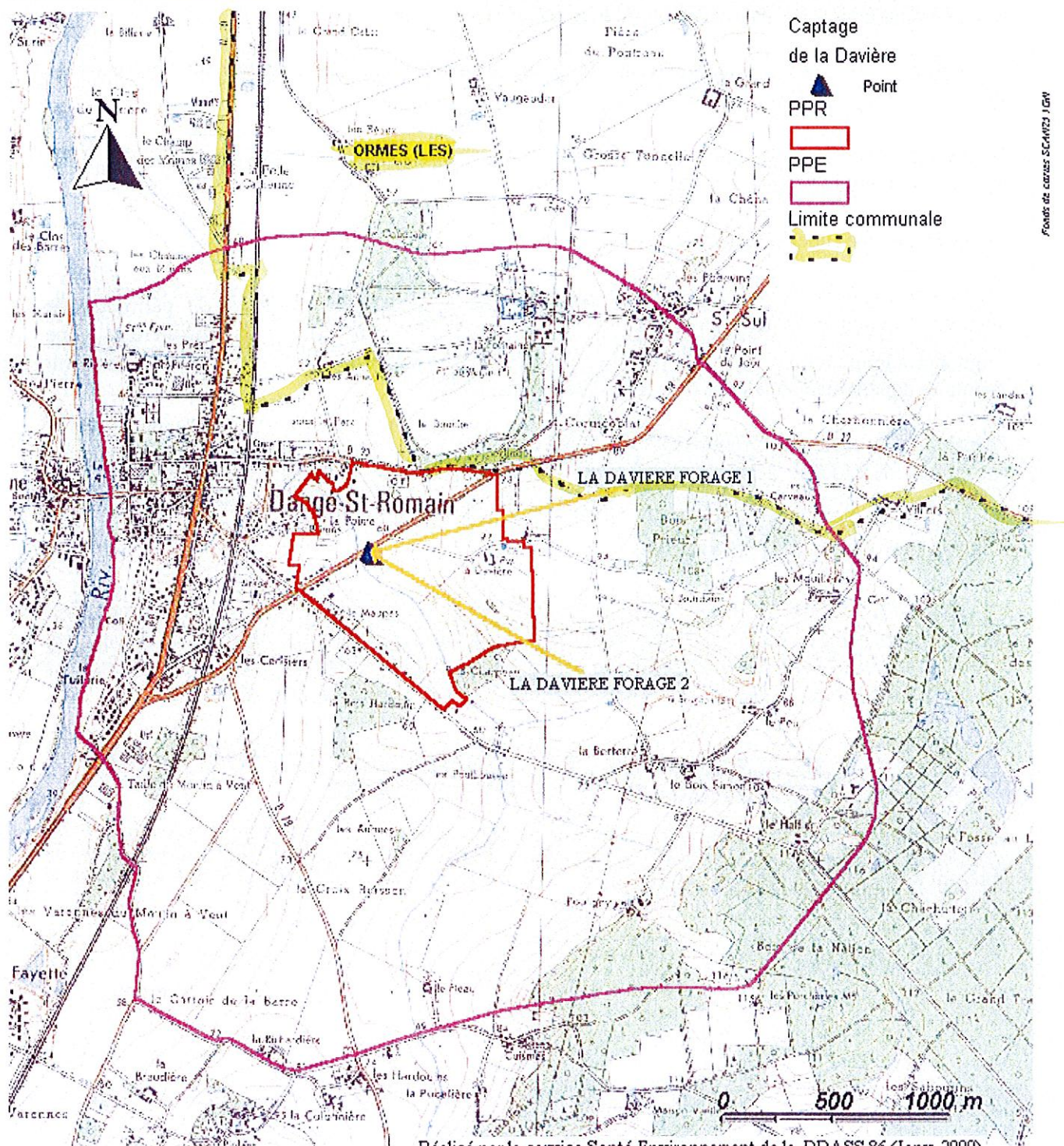


# Commune de Dangé périmètres de protection des captages de La Davière

Maître d'ouvrage : SIAEP HAUT CHATELLERAUDAIS

Gestionnaire : LA CISE

*DUP 23/XII/2000*





Les Prés Cayés : n° 27 en partie et 30 ;  
 Le Maupas : n° 91 à 102.

#### Section AH :

Le Chêne Vert : n° 108 à 119, 121 à 129, 162 et 163.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées dans ce périmètre.

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique, ...) devront prescrire toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

### **6.3 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE**

Le périmètre de protection éloignée s'étend en amont hydraulique des captages sur une distance d'environ 2 kms et 1,5 kms en aval.

En amont hydraulique, la limite de ce périmètre correspond à la bordure du bois de Vératon vers l'Est et à la forêt de la Gerche au Sud-Est.

Il représente une superficie d'environ 10 km<sup>2</sup>.

Aucune activité ne fait l'objet d'une réglementation spécifique à l'intérieur du périmètre de protection éloignée. Toutefois, ce territoire devra faire l'objet d'une attention particulière et d'une vigilance administrative. Pour tout projet de forage destiné à capter la même ressource, le règlement sanitaire départemental devra y être scrupuleusement appliqué.

Ainsi dans le cadre de la réglementation définie par la loi sur l'eau et ses décrets d'application, le document d'incidence devra être réalisé par un bureau d'étude compétent en hydrogéologie de manière à ce que la Police de l'Eau puisse fixer un débit d'exploitation aux futurs captages. L'attention du pétitionnaire devra être attirée par le fait que ce débit pourra être très restrictif par rapport au débit potentiel des ouvrages.

De plus, afin d'assurer la conservation de la qualité de la ressource, tous travaux supplémentaires pourront être exigés, comme la cimentation des niveaux supérieurs au toit de l'aquifère Cénomanien ainsi que le contrôle des travaux de forage par un bureau d'étude en hydrogéologie qui apportera sa garantie que le nouveau forage a été réalisé conformément aux prescriptions édictées.

### **ARTICLE 7 - REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE**

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.